

- d) het speciaal licentiaat in de Joodse geschiedenis, gedachtenwereld en beschaving, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de israëlitische godsdienst in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium 422
- e) het diploma van doctor of licentiaat in om het even welke materie, uitgereikt door een Belgische of buitenlandse universiteit, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de israëlitische godsdienst in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium 422
- f) het diploma uitgereikt door een Belgische of buitenlandse Talmoedschool (Jeshiva) of een Belgisch of buitenlands seminarie voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de israëlitische godsdienst in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium 422
- g) het hoger diploma in de Joodse geschiedenis, gedachtenwereld en beschaving, uitgereikt door het Studie-instituut voor het jodendom, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de israëlitische godsdienst in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium van België en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium 422
- h) het getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijs van de israëlitische godsdienst in de hogere secundaire graad, uitgereikt door het Centraal israëlitisch Consistorium van België en gezamenlijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal israëlitisch Consistorium en de Opperrabbijn van België of de Rabbijn verbonden aan het Consistorium 206/2

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1991.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 oktober 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 92 — 3167

[C — 27565]

26 NOVEMBRE 1992. — Décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 2, alinéa 2, 3^o, du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o de réaliser le programme d'investissements arrêté par l'Exécutif en matière d'infrastructure de transports publics et pour lesquels la Société régionale bénéficie de subventions selon les modalités arrêtées par l'Exécutif, les biens ainsi subventionnés étant, de plein droit et sans indemnité, transférés à la Région wallonne en cas de dissolution de la Société régionale. »

Art. 2. L'article 4 du même décret est complété par un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Les biens meubles et immeubles, qui relèvent des compétences visées à l'article 6, § 1er, X, 8^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui ont été transférés par l'Etat à la Région wallonne en vertu de l'article 57, § 2, de la loi spéciale du 18 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et qui figureront sur la liste établie conformément au § 4 de la même disposition de cette loi spéciale, sont apportés au capital de la Société régionale, selon les modalités arrêtées par l'Exécutif.

Il en est de même des biens meubles et immeubles acquis ou réalisés par la Région wallonne à charge de l'article 81.28.32 de la section 51 du budget de la Région wallonne pour l'année 1989 et de l'article 71.01 de la section 54 des budgets de la Région wallonne pour les années 1990, 1991 et 1992.

En cas de dissolution de la Société régionale, ces biens sont rétrocédés à la Région wallonne de plein droit et sans indemnité.

Ces biens ne font l'objet d'aucun amortissement. »

Art. 3. L'article 5 du même décret est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le directeur général de la direction générale des transports du Ministère de l'Équipement et des Transports assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. »

Art. 4. L'intitulé de la section 1re du chapitre II du décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Création, capital, mission et durée. »

(1) Session 1992-1993 :

Documents du Conseil, 110 (1992-1993) nos 1 à 6.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 novembre 1992.

Discussion. Vote.

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 18 bis rédigé comme suit :
« Art. 18 bis. Les sociétés d'exploitation ont pour objet l'établissement et l'exploitation des transports collectifs de personnes.

Dans les limites de leurs missions, les sociétés d'exploitation :

- 1° conçoivent l'organisation des transports en commun dans leur aire d'activité en définissant notamment les lignes, les itinéraires, les horaires utilisés et l'implantation des arrêts;
- 2° assurent l'information de la clientèle, y compris de la clientèle potentielle, ainsi que le dialogue avec les pouvoirs locaux;
- 3° dans le respect des décisions prises par la Société régionale en vertu de l'article 2, alinéa 2, 4°, a, acquièrent les installations, le matériel roulant, l'équipement, l'outillage et, en général, tout moyen nécessaire à la réalisation de leur mission;
- 4° proposent les tarifs à la Société régionale;
- 5° recrutent le personnel et assurent sa gestion;
- 6° sans préjudice des compétences de la Société régionale, acquièrent, aliènent ou louent tous biens mobiliers et immobiliers nécessaires pour l'accomplissement de leur mission; moyennant l'accord préalable de l'Exécutif, vendent ou cèdent des biens acquis entièrement ou partiellement au moyen de subventions de la Région wallonne;
- 7° examinent les projets de services réguliers spécialisés;
- 8° assurent la promotion de leurs services. »

Art. 6. L'article 22, alinéa 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le commissaire exerce son mandat conformément aux dispositions de l'article 10. Le recours est pris par le commissaire auprès de la Société régionale. La décision d'annulation est arrêtée par le Conseil d'administration; elle ne peut faire l'objet d'une délégation; elle est notifiée à la société d'exploitation par lettre recommandée à la poste. »

Art. 7. L'article 32 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. L'Exécutif, la Société régionale et les sociétés d'exploitation concluent des contrats de gestion d'une durée de quatre ans au minimum et de six ans au maximum.

L'Exécutif arrête la procédure de conclusion de ces contrats. »

Art. 8. L'article 33 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les contrats de gestion portent notamment sur :

- 1° les missions de service public des sociétés et leurs objectifs économiques;
- 2° les structures tarifaires;
- 3° les modalités d'évolution de l'intervention régionale dans la couverture des charges d'exploitation, celles-ci ne pouvant avoir d'effet au-delà de la période prévue à l'article 32;
- 4° les obligations des parties et les sanctions en cas de non-respect par celles-ci des engagements résultant du contrat.

§ 2. Toute clause résolutoire expresse dans les contrats de gestion est réputée non écrite.

Par dérogation à l'article 1184 du Code civil, la résolution du contrat ne peut jamais être demandée. »

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 33 bis rédigé comme suit :

« Art. 33 bis. Un comité dénommé « Comité consultatif des transports de personnes par route » est instauré par l'Exécutif en vue de donner son avis sur toutes les questions relatives aux transports de personnes.

Ce Comité comprend quatre représentants des usagers.

L'Exécutif constitue en outre des commissions chargées de l'étude de questions propres à une branche déterminée des transports de personnes. »

Art. 10. L'article 32 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, modifié par l'arrêté royal n° 239 du 31 décembre 1983, est abrogé pour la Région wallonne.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1993, à l'exception de ses articles 9 et 10 dont l'Exécutif fixe la date d'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 novembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 92 — 3167

[C — 27565]

26. NOVEMBER 1992. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 2 Absatz 2 3° des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« 3° das von der Exekutive im Bereich der Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs festgelegte Investitionsprogramm durchzuführen, wofür die Regionale Gesellschaft gemäß den von der Exekutive bestimmten Modalitäten Zuschüsse erhält; im Falle der Auflösung der Regionalen Gesellschaft werden die so bezuschußten Güter von Rechts wegen und ohne Entschädigung in die Wallonische Region übertragen » .

Art. 2. Artikel 4 desselben Dekrets wird durch einen Absatz 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt :

« § 6. Die Mobilien und Immobilien, die zu den in Artikel 6 § 1 X 8° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Zuständigkeiten gehören, die aufgrund von Artikel 57 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vom Staat in die Wallonische Region übertragen worden sind, und die auf der aufgrund von § 4 derselben Bestimmung dieses Gesetzes aufgestellten Liste stehen, werden dem Kapital der Regionalen Gesellschaft gemäß den von der Exekutive bestimmten Modalitäten eingebracht.

Das gleiche gilt für die Mobilien und Immobilien, die von der Wallonischen Region zu Lasten von Artikel 81.28.32 des Abschnitts 51 des Haushalts der Wallonischen Region für das Jahr 1989 und von Artikel 71.01 des Abschnitts 54 der Haushalts der Wallonischen Region für die Jahre 1990, 1991 und 1992 erworben oder realisiert sind.

Im Falle der Auflösung der Regionalen Gesellschaft werden diese Güter von Rechts wegen und ohne Entschädigung in die Wallonische Region zurückübertragen.

Diese Güter sind nicht Gegenstand einer Abschreibung. »

Art. 3. Artikel 5 desselben Dekrets wird durch einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt :

« § 4. Der Generaldirektor der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen wohnt mit beratender Stimme den Sammlungen des Verwaltungsrates bei. »

Art. 4. Die Überschrift des Abschnitts I des Kapitels II des Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Gründung, Kapital, Ausgabe und Dauer. »

Art. 5. In demselben Dekret wird ein Artikel 18bis mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Art. 18bis. Die Betriebsgesellschaften sollen den öffentlichen Personenverkehr gründen und betreiben.

Im Rahmen ihrer Aufgaben werden die Betriebsgesellschaften mit dem folgenden beauftragt :

1° den öffentlichen Verkehr in seinem Tätigkeitsgebiet insbesondere mit der Festlegung der Linien, der Strecken, der benützten Fahrpläne und der Standorte für die Haltestellen zu organisieren;

2° der Kundschaft, der potentialen Kundschaft einschließlich, Auskünfte zu erteilen sowie mit den lokalen Behörden Dialog zu führen;

3° unter Einhaltung der von der Regionalen Gesellschaft aufgrund von Artikel 2 Absatz 2 4° gefaßten Beschlüsse, die Einrichtungen, das rollende Material, die Ausrüstung, das Werkzeug und im allgemeinen jedes für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendige Mittel zu erwerben;

4° der Regionalen Gesellschaft Tarife vorzuschlagen;

5° das Personal anzuwerben und es zu verwalten;

6° unbeschadet der Zuständigkeiten der Regionalen Gesellschaft, alle für die Ausführung ihrer Aufgaben notwendigen Mobilien oder Immobilien zu erwerben, zu übertragen oder zu vermieten;

mittels des vorherigen Einverständnisses der Exekutive, die ganz- oder teilweise mit Zuschüssen der Wallonischen Region erworbenen Güter zu verkaufen oder zu übertragen;

7° die Projekte über die Sonderformen des Linienverkehrs zu überprüfen;

8° ihre Dienste zu fördern. »

Art. 6. Artikel 22 Absatz 2 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Der Kommissar übt sein Mandat gemäß den Bestimmungen von Artikel 10 aus. Der Einspruch wird vom Kommissar bei der Regionalen Gesellschaft erworben. Der Annulierungsbeschluß wird von der Verwaltungsrat gefaßt, darf nicht Gegenstand einer Ermächtigung sein und wird der Betriebsgesellschaft per Einschreibebrief notifiziert. »

Art. 7. Artikel 32 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Art. 32. Die Exekutive, die Regionale Gesellschaft und die Betriebsgesellschaften schließen Geschäftsführungsverträge mit einer Dauer von wenigstens vier Jahren und höchstens sechs Jahren ab.

Die Exekutive setzt die Prozedur für den Abschluß dieser Verträge fest. »

Art. 8. Artikel 33 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1. Die Geschäftsführungsverträge betreffen insbesondere :

1° die gemeinnützigen Aufgaben der Gesellschaften und ihre wirtschaftlichen Ziele;

2° die Tarifstrukturen;

(1) Sitzungsperiode 1992-1993 :

Ratsdokumente 110 (1992-1993) Nrn. 1 bis 6 :

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 17. November 1992.

Diskussion. Abstimmung.

3° die Entwicklungsmodalitäten der regionalen Beteiligung an der Deckung der Betriebskosten; diese dürfen keine Wirkung außer dem in Artikel 32 vorgesehen Zeitraum haben;
 4° die Pflichten der Parteien und die Strafen im Falle ihrer Nichtbeachtung der Verpflichtungen, die sich aus dem Vertrag ergeben.

§ 2. Jede ausdrückliche auflösende Bestimmung in den Geschäftsführungsverträge wird als nicht geschrieben betrachtet.

In Abweichung von Artikel 1184 des Bürgerlichen Gesetzbuches darf die Auflösung des Vertrags nie beantragt werden.»

Art. 9. In demselben Dekret wird ein Artikel 33 bis mit folgendem Wortlaut beigefügt :

« Art. 33 bis. Ein « Comité consultatif des transports de personnes par route » (Beratungsausschuß für die Personenbeförderung im Straßenverkehr) genannter Ausschuß wird von der Exekutive zwecks der Abgabe seines Gutachtens über jede Frage betreffend den Personenverkehr errichtet.

Dieser Ausschuß besteht aus vier Vertretern der Benutzer.

Außerdem errichtet die Exekutive Kommissionen, die mit der Überprüfung von den in einem bestimmten Fach der Personenbeförderung geeigneten Fragen beauftragt sind. »

Art. 10. Artikel 32 des Gesetzeserlasses vom 30. Dezember 1946 über die vergütete Beförderung von Reisenden im Straßenverkehr mit Linien- und Reisebussen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 239 vom 31. Dezember 1983, wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 11. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1993 in Kraft, mit Ausnahme seiner Artikeln 9 und 10, wofür die Exekutive das Datum des Inkrafttretens festlegt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namen, den 26. November 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
 G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
 A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
 beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezusschussten Arbeiten,
 G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
 A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
 J-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens, und des Haushalts,
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
 G. LUTGEN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UTRUSTING EN VERVOER

N. 92 — 3187

[C — 27565]

26 NOVEMBER 1992. — Decreet tot wijziging van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten van het openbaar vervoer in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2, tweede lid, 3°, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten van het openbaar vervoer in het Waalse Gewest wordt vervangen door volgende bepaling :

« 3° voor de uitvoering te zorgen van de door de Executieve bepaalde investeringsprogramma's inzake infrastructuur van het openbaar vervoer waarvoor de Regionale Maatschappij recht heeft op toelagen volgens de door de Executie vastgestelde modaliteiten; de zodanig gesubventioneerde goederen worden van rechtswege en zonder vergoeding naar het Waalse Gewest overgedragen in geval van ontbinding van de Regionale Maatschappij. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door een § 6 opgesteld als volgt :

« § 6. De tot de bevoegdheden bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen behorende roerende en onroerende goederen, welke door de Staat naar het Waalse Gewest overgedragen werden krachtens artikel 57, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de

(1) Zitting 1992-1993 :

Stukken van de Raad, 110 (1992-1993), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 17 november 1992.

Bespreking. Stemming.

financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en welke vermeld zullen worden op de overeenkomstig § 4 van dezelfde bepaling van deze bijzondere wet opgemaakte lijst, worden als kapitaal ingebracht bij de Regionale Maatschappij, volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten.

Hetzelfde geldt voor de roerende en onroerende goederen, die aangeschaft of gerealiseerd werden door het Waalse Gewest ten laste van artikel 81.28.32 van afdeling 51 van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 1989 en van artikel 71.01 van afdeling 54 van de begrotingen van het Waalse Gewest voor de jaren 1990, 1991 en 1992.

In geval van ontbinding van de Regionale Maatschappij worden deze goederen van ambtswege en zonder vergoeding aan het Waalse Gewest teruggegeven.

Deze goederen worden in geen geval geamortiseerd. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door een § 4, opgesteld als volgt :

« § 4. De directie-generaal van de algemene directie van vervoer van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem. »

Art. 4. De titel van afdeling I, van hoofdstuk II van het decreet wordt vervangen door de volgende titel :

« Oprichting, kapitaal, opdracht en duur. »

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt er een als volgt opgesteld artikel 18*bis* ingevoegd :

« Art. 18*bis*. De exploitatiemaatschappijen hebben tot doel het inrichten en het uitbaten van het collectief personenvervoer.

Binnen de grenzen van hun opdrachten :

1° ontwerpen de exploitatiemaatschappijen de organisatie van het openbaar vervoer in hun activiteitsgebied door, onder meer, de lijnen, de trajecten, de toegepaste uurroosters en de halte-indeling te bepalen;

2° zorgen de exploitatiemaatschappijen voor de informatie van de klanten, met inbegrip van de potentiële klanten, alsook de dialoog met de plaatselijke besturen;

3° worden de installaties, het rollend materiaal, de uitrusting, het materieel en, in het algemeen, alle middelen die nodig zijn voor de uitvoering van hun opdracht, door de exploitatiemaatschappijen aangeschaft in de naleving van de beslissingen die genomen werden door de Regionale Maatschappij overeenkomstig artikel 2, tweede lid, 4°, a;

4° worden de tarieven door de exploitatiemaatschappijen aan de Regionale Maatschappij voorgesteld;

5° wordt de werving van het personeel en het beheer ervan door de exploitatiemaatschappijen uitgevoerd;

6° onverminderd de bevoegdheden van de Regionale Maatschappij, kopen, vervreemden of huren de exploitatiemaatschappijen alle roerende en onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering van hun opdracht; op voorwaarde dat de Executieve haar instemming voorafgaand geeft, verkopen de exploitatiemaatschappijen of doen zij afstand van de goederen die zij geheel of ten dele met de toelagen van het Waalse Gewest aangeworven hebben;

7° onderzoeken de exploitatiemaatschappijen de ontwerpen van gespecialiseerde regelmatige diensten;

8° zorgen de exploitatiemaatschappijen voor de promotie van hun diensten. »

Art. 6. Artikel 22, tweede lid, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De commissaris oefent zijn mandaat uit overeenkomstig de bepalingen van artikel 10. De commissaris stelt zijn beroep in bij de Regionale Maatschappij. De nietigverklaringsbeslissing wordt door de raad van beheer genomen; zij mag niet het onderwerp zijn van een delegatie; zij wordt per aangetekende brief aan de exploitatiemaatschappij betekend. »

Art. 7. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 32. De Executieve, de Regionale Maatschappij en de exploitatiemaatschappijen sluiten beheercontracten af, die minimum vier jaar en maximum zes jaar duren.

De Executieve bepaalt de procedure voor het afsluiten van deze contracten. »

Art. 8. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. De beheercontracten hebben namelijk betrekking op :

1° de opdrachten van openbare dienst voor de maatschappijen en hun economische doeleinden;

2° de tariefregelingen;

3° de modaliteiten van de evolutie van de gewestelijke tussenkomst in de dekking van de exploitatielasten, die geen uitwerking mogen hebben na de in artikel 32 voorziene periode;

4° de verplichtingen van de partijen en de sancties in geval van niet-naleving door deze laatste ten opzichte van de verbintenissen die uit het contract voortkomen.

§ 2. Elke uitdrukkelijke ontbindende clause in de beheercontracten wordt niet schriftelijk geacht te zijn.

In afwijking van artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek mag de vernietiging van het contract nooit gevraagd worden. »

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt er een als volgt opgesteld artikel 33*bis* ingevoegd :

« Art. 33*bis*. Een comité genaamd « Comité consultatif des transports de personnes par route » (Comité van advies voor personenvervoer per wegen) wordt door de Executieve ingesteld om zijn advies te geven over alle vragen betreffende het personenvervoer.

Dit comité bestaat uit vier vertegenwoordigers van de gebruikers.

Bovendien worden commissies, belast met de studie van vragen die eigen zijn aan een bepaalde afdeling van het personenvervoer, door de Executieve ingesteld. »

Art. 10. Artikel 32 van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 239 van 31 december 1983, is opgeheven, voor wat het Waalse Gewest betreft.

Art. 11. Dit decreet wordt van kracht op 1 januari 1993, met uitzondering van artikelen 9 en 10 waarvoor de Executieve de datum van inwerkingtreding bepaalt.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal bekendgemaakt worden.

Namen, 26 november 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen,
Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 3 december 1992 :

— is de heer Basch, L., eerste advocaat-generaal bij het hof van beroep te Brussel, bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen;

— is de heer Libert, G., eerste substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbanken te Kortrijk, te Ieper en te Veurne, bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 24 april 1992, dat in werking treedt op 31 december 1992, is de heer Libert, G., eerste substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbanken te Kortrijk, te Ieper en te Veurne, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 4 juni 1992, dat in werking treedt op 31 december 1992, is de heer Donckerwolcke, R., procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 13 juli 1992, die in werking treden op 31 december 1992, zijn, op hun verzoek, in ruste gesteld :

— de heer Basch, L., eerste advocaat-generaal bij het hof van beroep te Brussel;

— de heer Van Lierde, H., rechter in de rechtbank van koophandel te Brussel.

Zij hebben aanspraak op pensioen en het is hun vergund de titel van hun ambt eershalve te voeren.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 3 décembre 1992 :

— M. Basch, L., premier avocat général près la cour d'appel de Bruxelles, est promu Commandeur de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile:

— M. Libert, G., premier substitut de l'auditeur du travail près les tribunaux du travail de Courtrai, d'Ypres et de Furnes, est promu Commandeur de l'Ordre de la Couronne.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 24 avril 1992, entrant en vigueur le 31 décembre 1992, M. Libert, G., premier substitut de l'auditeur du travail près les tribunaux du travail de Courtrai, d'Ypres et de Furnes, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 4 juin 1992, entrant en vigueur le 31 décembre 1992, M. Donckerwolcke, R., procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Ypres, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 13 juillet 1992, entrant en vigueur le 31 décembre 1992, sont admis à la retraite, à leur demande :

— M. Basch, L., premier avocat général près la cour d'appel de Bruxelles;

— M. Van Lierde, H., juge au tribunal de commerce de Bruxelles.

Ils ont droit à la pension et sont autorisés à porter le titre honorifique de leurs fonctions.